

Système métrique

Toutes ces mesures lui sont étrangères, et n'ont aucun équivalent immédiat, facile à comprendre, dans le système de mesures impérial. Faut-il donc s'étonner que l'agriculteur canadien soit aussi déconcerté et s'oppose autant au système métrique, monsieur l'Orateur? C'est pourquoi, notre parti a proposé que l'on utilise dans l'agriculture, le système métrique et le système impérial, de manière à chercher au moins à atténuer la confusion qui ne va pas manquer de se produire de toute façon. Nous avons proposé que les deux systèmes servent pendant un certain temps afin que les cultivateurs se familiarisent plus facilement avec l'usage du système métrique. Nous avons suggéré une période de conversion de trois ans pendant laquelle les agriculteurs se familiariseraient avec les nouvelles mesures. Ce n'est pas une suggestion injuste ou déraisonnable. Mais il est certainement très injuste et arbitraire d'imposer le système métrique à l'agriculteur, de lui dire qu'il doit l'utiliser et que le vieux système ne vaut plus, comme le fait le bill actuel.

Cependant, le gouvernement a maintenant décidé de consulter les agriculteurs avant que le système ne soit appliqué aux exploitations agricoles et se réserve le choix de ne pas proclamer les dispositions du bill qui concerne l'agriculture. Alors que je suppose que la consultation des agriculteurs sera une sorte de progrès pour le gouvernement actuel, nous ne pouvons accepter qu'il se réserve le droit de promulguer certaines parties de la loi. Ou bien on adopte le système métrique ou bien on ne l'adopte pas. Nous n'accepterons jamais qu'il y ait une loi prévoyant la conversion au système métrique et que le gouvernement la tienne suspendue comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de l'agriculteur de l'Ouest, le menaçant de l'appliquer à tout instant ou encore laissant entendre qu'il ne sera pas appliqué. C'est une sorte de chantage que nous ne pouvons accepter.

Des voix: Bravo!

M. Masniuk: Je répète que pour le consommateur, la conversion ne sera ni facile ni agréable. Les denrées ordinaires emballées et vendues selon des mesures peu familières vont certainement créer de la confusion au début. Les ménagères s'habitueront difficilement au litre de lait, au kilo de légumes et de viande et au mètre de tissu. Il ne sera pas facile aux automobilistes de s'habituer à parcourir des kilomètres pour se rendre au travail, à mettre des litres d'essence dans le réservoir de leur auto et à régler la pression d'air des pneus en kilopascals. Plus grave encore que cette confusion initiale sera toutefois le danger d'exploitation des consommateurs que posera la métrisation, car le consommateur ne saura pas toujours quelle quantité il achète réellement.

Un exemple de cette confusion s'est présenté il y a quelques années à Toronto quand une station-service s'est mise à vendre l'essence au litre en en affichant le prix sur un panneau extérieur en termes de fraction de gallon. Le consommateur inattentif pouvait croire à premier abord que le détaillant avait réduit les prix de façon incroyable à moins de 15c. le gallon. Il n'y avait rien de malhonnête dans ce cas particulier à ce que je sache. Il ne s'agissait que d'un cas de réelle confusion, mais il est bien révélateur de l'occasion qu'aura ainsi une entreprise malhonnête d'augmenter ses prix de manière injustifiée.

● (1650)

Il se produira ici la même chose que lorsque la Grande-Bretagne a décimalisé sa monnaie. Les nouveaux prix décimaux

[M. Masniuk.]

représentaient souvent une hausse injustifiée mais même quand le consommateur britannique a commencé à mieux comprendre le système décimal et à se rendre compte des majorations, celles-ci étaient maintenues. Il n'y a pas eu de réduction. Je crains que nous ne fassions l'expérience de situations analogues au Canada quand la métrisation sera en cours. Voilà pourquoi le parti progressiste conservateur propose un système de double étiquetage des mesures métriques et impériales non seulement comme une béquille, comme certains porte-parole du gouvernement l'ont affirmé, mais afin que la décimalisation soit équitable et que le consommateur puisse se rendre compte qu'il est traité équitablement.

J'estime que le coût de la conversion au système métrique retombera lourdement sur le consommateur canadien. Je ne vois pas comment il peut en être autrement, car le principe régissant la conversion au système métrique que préconise le gouvernement est: «Au diable les prix!» Comme on cherche dans le monde des affaires à abaisser les coûts et à augmenter les profits, il semble inévitable que les détaillants feront payer le consommateur en majorant les prix. Il ne semble vraiment rien y avoir que l'on puisse proposer pour remédier à cela. Si nous sommes vraiment décidés à adhérer au système métrique, mieux vaut reconnaître honnêtement que cela va coûter de l'argent.

Cependant, un programme de surveillance des prix pourrait peut-être prévenir les hausses de prix injustifiées, tentées sous le couvert de la conversion. C'est le ministère de la Consommation et des Corporations ou, plus précisément, la Commission du système métrique qui l'appliquerait. Puisque la Commission existe déjà et qu'elle rencontre, à ce qu'on dit, des ennuis de moral, en raison d'une certaine confusion quant à son rôle et à ses fins, ce serait pour elle le rôle idéal. Il faudrait évidemment préciser cette idée, mais j'estime qu'elle vaut d'être retenue. Alors les Canadiens en viendraient-ils à penser, contrairement à ce qu'ils pensent maintenant, que la conversion au système métrique joue en leur faveur et non pas contre eux.

J'aimerais conclure mes observations sur cette importante question, monsieur l'Orateur, en répétant ce que j'ai déjà dit, savoir, que la conversion au système métrique est inévitable au Canada et, à longue échéance, souhaitable. Cependant, nous ne devons pas nous leurrer à la pensée que ce changement ne sera ni coûteux ni embarrassant. Il le sera. Mais je ne prétends pas non plus, comme certains, que nous ne devrions pas adopter le système métrique, que nous devrions ignorer le reste du monde et nous contenter de notre bon vieux système. C'est là une attitude très provinciale et insulaire, qui ne correspond pas à un pays aussi ouvert et progressif que le Canada. Il se peut que le système métrique ne soit pas absolument nécessaire pour nous, Canadiens, mais nous ne pouvons encore moins que tous les pays qui vivent du commerce, nous replier sur nous-mêmes. Dans un monde interdépendant, il est nécessaire que le Canada soit au même niveau que les partenaires commerciaux qui sont après tout, dans ce village global où nous vivons aujourd'hui, ses voisins.

Je crois que la plupart des Canadiens sont assez avisés et responsables pour le reconnaître. Mais nous devons être également responsables dans notre façon d'adopter le système métrique, et être réalistes quant à son coût, tant du point de vue économique que social, parce que je crois que la façon dont